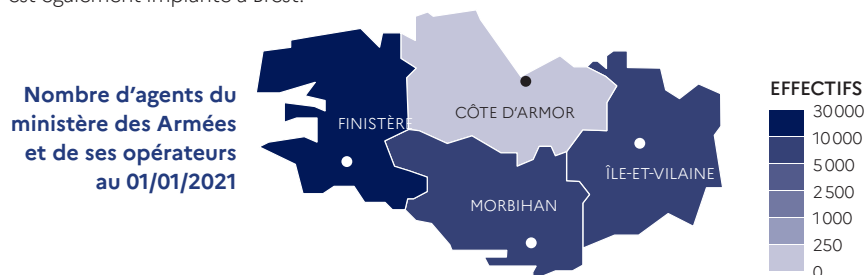


# LE MINISTÈRE DES ARMÉES EN BRETAGNE

## PRÉSENCE TERRITORIALE

Environ 30000 personnels du ministère sont présents en Bretagne. La région accueille la préfecture maritime de l'Atlantique, une base navale, la base de stationnement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et l'État-major de zone de défense et de sécurité Ouest. On y trouve aussi 3 des 4 bases métropolitaines de l'aéronavale (Lann Bihoué, Lanvéoc Poulmic, Landivisiau) ainsi que 3 régiments de l'Armée de Terre (le 2<sup>e</sup> RMAT à Bruz, le 3<sup>e</sup> RIMa à Vannes, le 11<sup>e</sup> RAMa à St Aubin du Cormier). Depuis peu, la région concentre une large part des compétences du ministère en matière de cybersécurité, notamment avec le centre de la maîtrise des systèmes d'information de la direction générale de l'armement et le groupement de la cyberdéfense des armées (GCA) à Rennes.

La Bretagne est aussi un pôle important de formation des armées, en particulier pour la formation initiale avec l'académie militaire de Saint-Cyr - Coëtquidan, l'École Navale, le Centre d'instruction naval de Brest et l'École nationale supérieure de techniques avancées - ENSTA Bretagne. Pour le soutien des organismes du ministère, la région héberge deux plateformes du Commissariat, deux établissements du service d'infrastructure de la défense, deux bases de défense, un hôpital d'instruction des armées. Le Service hydrographique et océanique de la Marine (SHOM) est également implanté à Brest.



## ÉCONOMIE DE DÉFENSE

En plus des salariés employés par le ministère des Armées en Bretagne, les entreprises du secteur de la défense y sont nombreuses, notamment dans les secteurs de :

- la construction et la réparation navale (Naval Group, le groupe Piriou, etc.) ;
- l'informatique, les télécommunications et la cybersécurité (Thalès, Safran, etc.).

Par ailleurs, le ministère des Armées en région a de nombreux besoins dans le domaine du BTP et travaille avec les principales entreprises nationales de ce secteur présentes en région (Eiffage, Bouygues, Legendre, etc.). Enfin, il travaille avec les entreprises locales de tous les secteurs relevant du soutien de proximité (gardiennage, espaces verts, alimentation, nettoyage, etc.). Les PME implantées en Bretagne sont près de 1100 à bénéficier des achats du ministère des armées pour un montant de 83,6M€ en 2020.

Indicateurs	Dates de référence	Données chiffrées
PIB <sup>(1)</sup>	2018	98 893 M€
Taux de chômage <sup>(2)</sup>	3 <sup>e</sup> trimestre 2020	7,6 %
Effectifs des armées <sup>(3)</sup>	31/12/2020	29 778
Part dans les emplois régionaux <sup>(4)</sup>	2019-2020	21,4 %
Paiements aux PME <sup>(5)</sup>	2020	83,6 M€
Nombre de PME régionales <sup>(6)</sup>	2020	1 072
Nombre de projets du PRE Écologie <sup>(7)</sup>	2020	70
Montant des projets retenus du PRE volet Écologie <sup>(7)</sup>	2020	24,9 M€

(1) Produit intérieur brut (PIB) aux prix courants du marché par région en 2018 en M€. Source : INSEE

(2) Taux de chômage au 3<sup>e</sup> trimestre 2020. Données corrigées des variations saisonnières, en moyenne trimestrielle (%). Source : INSEE, estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du Bureau international du travail

(3) Effectifs du ministère des Armées 2021 (hors SMV et apprentis). Source : DRH-MD, REO/RDP 2021

(4) Part des emplois du ministère des Armées (2020) pour 1000 emplois (personnes occupées) de la région (2019), en %. Source : INSEE

(5) Paiements directs du ministère des armées aux PME régionales en M€ en 2020. Source : REFD 2020, Observatoire économique de la défense / DAF

(6) Nombre de PME régionales 2020. La catégorie « entreprises régionales » répond à plusieurs critères : implantation, siège, activité. Définition dans Ecodef n°182, mai 2021. Source : Observatoire économique de la défense / DAF

(7) Projets de rénovation de bâtiments publics et montants pour le ministère des Armées ; Tableaux DIE/DPMA sur le volet Écologie du plan de relance.